

Le gouvernement Charest rate le coche

P

ar sa nouvelle politique relative aux droits de scolarité pour les étudiants étrangers, le gouvernement Charest freine le rayonnement du français et de la culture québécoise. Désormais ces étudiants devront payer plus cher les cours de français qui facilitent leur intégration.

Si le gouvernement Charest ne reconsidère pas sa décision,

- ◆ moins d'étudiants étrangers contribueront au rayonnement du Québec dans le monde;
- ◆ sans ces étudiants étrangers, plusieurs régions du Québec perdront des retombées économiques et, surtout, une extraordinaire vitrine qui les fait connaître dans le monde entier;
- ◆ le Québec cèdera sa place sur le marché international de l'enseignement du français, au profit de la France;
- ◆ plusieurs étudiants étrangers choisiront l'anglais, une langue dont la diffusion est plus étendue et dont la promotion n'est plus à faire.

Quand on se targue d'être le seul État français en Amérique du Nord, on se doit d'assumer ses responsabilités à l'égard de la promotion et de la diffusion de la langue française. La décision du gouvernement Charest est inexplicable.

Quelle drôle de façon de préparer le Sommet de la Francophonie qui se tiendra à Québec en 2008!

En tant qu'enseignants et citoyens francophones, nous ne comprenons pas la position gouvernementale. Nous nous inquiétons de l'avenir de la langue française au Québec, en Amérique du Nord et dans le monde.

Nous demandons au gouvernement Charest de reconsidérer sa décision.

SYNDICAT DES CHARGÉS DE COURS DE L'UQTR



SECTION LOCALE 2661

Cette page a été retenue par le Syndicat des chargés de cours de l'Université du Québec à Trois-Rivières, section locale 2661 du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP-FTQ).